



## Retardé d'un an, l'EPR de Flamanville face à de nouvelles dérives

Le démarrage de Flamanville est à nouveau retardé d'un an, à la suite de la découverte de problèmes sur les soudures, cette fois. Au mieux, l'EPR démarrera fin 2019, au risque de repousser la fermeture de Fessenheim. Le coût de ce projet de réacteur nucléaire devient prohibitif.

Huit ans de retard, un dépassement de plus de 5 milliards d'euros par rapport aux prévisions originelles. Ce sont les chiffres provisoires qui peuvent être dressés, à ce stade, pour le projet de l'EPR de Flamanville, après l'annonce d'un nouveau retard mercredi 25 juillet. À la suite d'une lettre envoyée par l'Autorité de sécurité nucléaire la veille, EDF a annoncé que les problèmes de soudure rencontrés sur le chantier de la Manche l'amèneraient à les reprendre et les revérifier. Conséquence : le démarrage du réacteur est reporté à nouveau d'un an. Au mieux, celui-ci pourrait avoir lieu fin 2019, et plus probablement au cours du premier trimestre 2020. Ce retard, selon EDF, entraînera un dépassement supplémentaire de 400 millions d'euros.

Ce problème de soudure était connu depuis plusieurs mois, et semble avoir donné lieu à d'importantes discussions, et même un bras de fer, entre EDF et l'Autorité de sûreté nucléaire. Dans sa lettre, l'Autorité de sûreté nucléaire<sup>1</sup> insiste sur "des écarts de conception et de réalisation" dans les tuyauteries devant servir à l'élimination de la vapeur dans les circuits primaire et secondaire du réacteur.



Chantier de l'EPR à Flamanville © Reuters

Ce retard n'est que le dernier rebondissement d'un chantier dont on ne compte plus les déboires depuis son lancement. Avant les tuyauteries, il y a les malfaçons dans le béton, puis dans le ferrailage, puis les fissures dans la cuve, sans parler des conditions sociales désastreuses pratiquées à Flamanville et qui ont donné lieu à plusieurs condamnations<sup>2</sup>. À chaque fois, cela a entraîné des bagarres entre le groupe public et l'ASN.

À d'innombrables reprises, les ingénieurs d'EDF ont alerté la direction du groupe sur les dangers de ce chantier non maîtrisé, des pertes de compétence et de savoir-faire, dans toute la filière nucléaire. Sans avoir été entendus.

De leur côté, les autorités de contrôle n'ont cessé d'insister sur l'abaissement des niveaux des exigences, les défauts de contrôle tout au long de la filière.

<sup>1</sup> <https://www.asn.fr/Informer/Actualites/EPR-l-ASN-definit-les-conditions-de-reprise-de-certaines-operations-de-soudage-sur-site>

<sup>2</sup> <https://www.mediapart.fr/journal/france/110315/bouygues-au-tribunal-pour-travail-illegal-sur-lepr-de-flamanville>

*"Il s'agit d'une alerte sérieuse, qui met en cause à la fois la qualité de réalisation des équipements soudés, le contrôle de leur fabrication et la surveillance exercée par EDF de façon beaucoup trop tardive", indiquait en mai Thierry Charles, directeur général adjoint de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire<sup>3</sup>.*

Cette perte de contrôle en tout cas a un coût : l'addition de l'EPR de Flamanville commence à être de plus en plus ruineuse. De 5 milliards au début, elle passe aujourd'hui à 10,9 milliards d'euros. Et encore, ce sont les chiffres officiels. Certains connaisseurs du dossier sont en fait étonnés que le report d'un an du démarrage de Flamanville soit évalué à seulement 400 millions d'euros par EDF. Dans de nombreux rapports ou interventions précédents, le groupe public évaluait plutôt le coût d'une année de retard autour de 700 millions, voire un milliard d'euros. C'est autant de moins que le groupe public n'investit pas dans les énergies renouvelables ou au moins dans l'entretien et le maintien de son parc de centrales existant.

Quoi qu'il en soit, l'EPR devient un objet industriel au coût prohibitif. Le coût du MW/h produit à Flamanville a été régulièrement réévalué : de 36 euros au lancement du projet, il est passé à 42 puis 46 euros. Il a dépassé aujourd'hui les 70 euros et pourrait même atteindre les 90 euros, à en croire certains connaisseurs du dossier. Pour le projet d'EPR à Hinkley Point (Royaume-Uni), le prix de référence retenu est de 92,5 livres (106 euros environ). Et même à ce prix-là, il n'est pas sûr que Flamanville soit un jour rentable. En tout cas, le prix du nucléaire ne peut plus être présenté comme ayant un avantage compétitif par rapport aux énergies renouvelables, dont le coût a beaucoup baissé, à la suite de la multiplication des installations qui ont permis de réaliser d'importantes économies d'échelle.

Ce nouveau retard de l'EPR pose d'emblée la question de la fermeture de la centrale de Fessenheim, le gouvernement et EDF ayant lié son arrêt au démarrage de Flamanville. Dans un tweet, le secrétaire d'État à la transition écologique et solidaire, Sébastien Lecornu, confirmait dès mercredi cette position.

*"La fermeture de Fessenheim est irréversible et le processus d'accompagnement des personnes et du territoire a commencé. La date de fermeture effective, quant à elle, est liée au démarrage de l'EPR de Flamanville", affirmait-il.*

Cette position est contestée par les mouvements écologistes. À ce rythme,

*"Fessenheim ne fermera jamais", protestent-ils.*

Mais elle laisse aussi interrogatifs les responsables syndicaux du groupe public.

*"La direction pour l'instant n'a rien dit. Mais Fessenheim a ses échéances propres. Un maintien ne se décide pas comme cela. Il faut l'accord de l'ASN, vérifier les installations, un programme d'entretien. Et puis, il y a des accords qui ont déjà été pris sur le redéploiement des personnels. Il y a des dispositions qui ont commencé à être prises sur le rechargement du combustible par exemple. Tout cela ne se change pas comme cela", explique Jean-Luc Magnaval, secrétaire du comité central d'entreprise d'EDF.*

---

<sup>3</sup> <https://www.actu-environnement.com/ae/news/nouveau-retard-epr-irsn-asn-edf-soudure-31387.php4>

Le retard de Flamanville risque d'avoir aussi des répercussions sur un autre grand chantier d'EDF, celui des deux EPR britanniques de Hinkley Point. Contestant l'engagement d'EDF dans ce projet jugé irréaliste et dangereux pour l'ensemble du groupe, les ingénieurs d'EDF n'avaient pas manqué, au moment de la fronde de 2016, de souligner combien il était préjudiciable de s'engager sur un autre chantier alors qu'ils ne maîtrisaient pas déjà celui de Flamanville. Dans une longue note ([publiée ici](#)), ils insistaient sur la nécessité de finir d'abord l'EPR français, avant de s'engager plus loin dans l'aventure. Ils n'ont naturellement pas été écoutés. Le PDG d'EDF Jean-Bernard Lévy, avec le soutien actif du ministre de l'économie d'alors Emmanuel Macron, qui défendait le projet, était passé en force contre une partie de son équipe de direction, ses ingénieurs et ses salariés.

Le chantier de Hinkley Point, qui en est à ses fondations, n'en est pas- ou pas encore- à connaître les mêmes déboires que celui de Flamanville. Pourtant, les premiers retards sont là. Surtout, l'Autorité nucléaire britannique, ayant connaissance des précédents français, ne cesse d'avertir les responsables. En mars dernier, elle les mettait en garde<sup>4</sup> sur les absences de contrôle, les manquements dans la conception et la production des éléments qui pourraient remettre en cause la sécurité du site. En d'autres termes, EDF ne semble guère avoir tiré les leçons de l'expérience de Flamanville.

Nicolas Hulot s'est lancé fin juin dans un réquisitoire très dur contre l'industrie nucléaire, estimant qu'elle avait entraîné EDF dans une "dérive".

*"On voit bien qu'économiquement, il y a une espèce de règle d'or qui est en train de s'imposer dans cette filière, c'est qu'en réalité, on ne tient jamais nos promesses", avait lancé Nicolas Hulot, ministre de l'environnement dans un violent réquisitoire contre la filière nucléaire sur Franceinfo<sup>5</sup>.*

Il est vrai qu'au nom du principe de sa grandeur, il n'a jamais été demandé de comptes à ses responsables. Et l'aventurisme continue.

En dépit du fiasco de Flamanville, ceux-ci réclament un deuxième EPR.

## Lire aussi

- [Dossier: le naufrage de l'EPR](#) Par [martine orange](#)
- [Bouygues au tribunal pour travail illégal sur l'EPR de Flamanville](#) Par [Pascale Pascariello](#)
- [EPR: enquête sur un fiasco industriel](#) Par [martine orange](#)
- [Nucléaire: le projet des EPR à Hinkley Point revient en boomerang](#) Par [martine orange](#)
- [Fessenheim: le document qu'EDF préférerait oublier](#) Par [Jade Lindgaard](#)

<sup>4</sup> <https://www.theguardian.com/uk-news/2018/mar/25/nuclear-watchdog-raises-hinkley-point-c-concerns>

<sup>5</sup> [https://www.francetvinfo.fr/politique/nicolas-hulot/video-la-filiere-nucleaire-nous-emmene-dans-une-derive-juge-nicolas-hulot\\_2812477.html](https://www.francetvinfo.fr/politique/nicolas-hulot/video-la-filiere-nucleaire-nous-emmene-dans-une-derive-juge-nicolas-hulot_2812477.html)